

« On croirait bien que le Mozambique est maudit »

Depuis le passage du cyclone Idai, le 15 mars, 447 personnes sont mortes et 800 000 sont sinistrées

BEIRA (MOZAMBIQUE) - envoyé spécial

Peut-être que Dieu aurait dû tous nous emporter, au lieu de nous laisser là, comme ça. » Augusto Machama vend du poisson séché sur la plage de Beira, au bord du bidonville de Praia Nova. « Tout est arrêté ici, donc il nous faut bien vendre quelque chose pour survivre », affirme cet homme de 28 ans qui travaille d'habitude comme manutentionnaire au port.

Comme lui, de petits commerçants ont regagné leurs échoppes le long de la rue principale où les passants s'avancent malgré la boue. Bien qu'on soit dimanche, ils travaillent d'arrache-pied pour fixer les tôles arrachées et dégager les maisons effondrées. Dix jours après le passage du cyclone Idai, qui a dévasté la ville portuaire et provoqué des inondations monstres dans le centre du Mozambique, la tristesse et l'incompréhension laissent doucement la place à la débrouille face à l'urgence du quotidien.

Dimanche 25 mars, l'isolement de Beira a été rompu avec la réouverture de la route qui la relie au reste du pays. Peu à peu, la ville se relève de la plus grande catastrophe naturelle de l'histoire mozambicaine. Les débris qui jonchaient le sol des grands axes ont été dégagés, l'eau potable est revenue, et, miracle, quelques lampadaires publics se sont rallumés samedi soir. Les habitants ont pu de nouveau parcourir les rues, et les bouchons sont réapparus. « On ne peut pas rester assis là à pleurer. Que deviendrait la ville ? Il faut reconstruire », lance Wilfried Deloviare, 19 ans, rencontré dans le quartier bourgeois de Ponta Gea.

A mesure que l'eau se retire des zones inondées et que les secours parviennent à atteindre des endroits précédemment inaccessibles, le nombre de victimes continue de grimper. D'après le dernier bilan, toujours préliminaire, 446 personnes ont perdu la vie depuis le passage du cyclone tropical dans la nuit du 14 au 15 mars. En incluant les victimes du Zimbabwe et de premières inondations, début mars, au Malawi et dans l'ouest du Mozambique, le total dépasse les 700 morts.

Désormais, le gouvernement et les humanitaires se préparent à la propagation d'épidémies alors que de premiers cas suspects de choléra, pour l'instant non confirmés, ont été rapportés. Mais aussi à la crise alimentaire : 100 000 personnes vivent dans des centres d'urgence, essentiellement des écoles, près de

800 000 personnes sont sinistrées et la destruction des récoltes plonge toute la région dans l'insécurité alimentaire. Vendredi, le Programme alimentaire mondial a passé la situation au Mozambique au niveau 3, au même seuil que la Syrie ou le Soudan du Sud.

Cette multitude de défis aurait de quoi plonger une population entière dans le désespoir le plus total. Alors que le cyclone Idai vient s'ajouter à une longue liste de déconvenues ces dernières années, c'est comme si les sept plaies d'Égypte s'étaient abattues sur le pays. A commencer par la crise politico-militaire : le

Mozambique se remettait tout juste de la terrible guerre civile (1976-1992) qui a provoqué un million de morts, quatre millions de déplacés et dévasté les infrastructures, lorsque l'ancienne rébellion de la Renamo a repris les armes, en 2012, contre le gouvernement.

Jusqu'à la proclamation d'une trêve, fin 2016, leur différend a manqué à plusieurs reprises de dégénérer en guerre ouverte, et a tout de même provoqué des dizaines de morts, la paralysie de la région du centre, et un durcissement du régime du Frelimo, le Front de libération du Mozambique, au pouvoir depuis l'indépendance. Plus récemment, l'apparition d'insurgés islamistes au nord du pays a complètement pris au dépourvu l'appareil militaire. Apparu en octobre 2017, ce groupe, dont on sait encore peu de chose, sème la terreur dans les villages, décapite les hommes, kidnappe les femmes, et les forces armées peinent à reprendre le contrôle.

Dettes cachées

Même l'enthousiasme généré par la découverte d'immenses réserves de gaz au large des côtes a depuis été douché par les errements du gouvernement. En 2016, la révélation de l'existence de 2 milliards d'euros de dettes cachées, contractées en catimini par Maputo pour financer un coûteux programme de protection côtière, a profondément entaché les relations entre le Mozambique et ses bailleurs de fonds. Déçus, ces derniers ont retiré leurs aides directes et le pays a plongé dans la crise économique. Le pays a fait défaut sur ces dettes problématiques et la monnaie locale, le metical, a vu sa valeur vertigineusement chuter face au dollar. « Je suis ni conspirationniste ni superstitieux, mais là, tout mis bout à bout, on croirait bien que ce pays est maudit. C'est trop pour un

même peuple », estime Matias Guente, rédacteur en chef du journal *Canal de Moçambique*.

C'est dans ce contexte difficile qu'Idai s'est imposé avec toute sa force. Les cyclones sont fréquents au Mozambique et dans la sous-région, et causent régulièrement morts et destructions. Jusque-là, les inondations de l'année 2000 servaient de référence :

elles ont fait 800 morts, coûté 6 points de croissance au Mozambique et le pays a mis des années à s'en remettre. Mais si Idai a été aussi destructeur, c'est qu'il a bénéficié d'une conjonction de circonstances. L'œil du cyclone n'est passé qu'à quelques kilomètres du centre-ville de Beira, et de ses 50 000 habitants, et les précipitations qu'il a charriées sont tombées sur un sol déjà imbibé, causant inévitablement le débordement des rivières. Au sud-ouest de Beira, c'est un océan de la taille du Luxembourg qui est apparu. Au milieu, le district et la ville de Buzi, qui comptaient 170 000 habitants au dernier recensement, ont été entièrement submergés, parfois sous 11 mètres d'eau.

Les récits de survivants sont glaçants. « L'eau est arrivée d'un coup, en pleine nuit, alors qu'on dormait », explique Joao Zacaria, un père de quatre enfants. « On s'est d'abord réfugiés dans un arbre, puis quelqu'un est venu nous chercher en barque et on a pu

monter sur le toit de l'usine, où on est restés tout ce temps-là. » Après avoir évité les serpents, les rescapés se sont tassés par centaines sur les toits des bâtiments les plus élevés, sans manger, plusieurs jours durant.

« L'eau ne fait pas de cadeau. Nous qui étions en centre-ville, on a pu se réfugier, mais le reste de notre famille qui vivait plus loin... », se met à crier Mariama Luigi, 17 ans. Dans ses bras, sa fille d'un an a les jambes couvertes de boutons. D'après le médecin indien qui l'ausculte, il s'agit de la gale, une infection qui se répand par l'intermédiaire de l'eau. « On ne pouvait même pas s'allonger, il fallait rester assis avec les enfants sur les genoux, ou debout, même sous la pluie », ajoute-t-elle.

« C'est politique »

Au bout de quelques jours, des hélicoptères leur ont envoyé des biscuits à haute valeur énergétique, juste de quoi assurer leur survie immédiate. « Certains sont morts en essayant d'aller chercher ceux qui tombaient dans l'eau. Le courant était trop fort », déplore-t-elle.

Après quelques cafouillages dans les premiers jours, les opérations de secours se sont enfin mises en ordre, assurent les humani-

Le pays a mis des années à se remettre de la guerre civile (1976-1992), puis des inondations dévastatrices de 2000

taires. Initialement surprises par l'ampleur du désastre, les agences de l'ONU et les ONG sont enfin parvenues à faire venir les renforts et le matériel nécessaires. « Au niveau de la Croix-Rouge, on a 100 personnels médicaux qui sont arrivés, et on a deux hôpitaux mobiles qui sont en route et qui nous

permettront de traiter 200 000 personnes », explique Jamie Le-Sueur, le coordinateur des opérations pour la Fédération internationale de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge.

Malgré quelques couacs du côté de l'agence mozambicaine de gestion des catastrophes naturelles, notamment au niveau de la distribution alimentaire, rendue chaotique dans certains endroits, les humanitaires saluent le rôle du ministre de l'environnement, Celso Correia. « Il a vraiment mis ses gars au travail, ils ont bossé jour et nuit. Résultat, la route est réparée bien avant les prévisions et l'électricité est partiellement revenue », confie une responsable d'ONG. Etoile montante du Frelimo, Celso Correia, est un personnage haut en couleur. Ancien protégé de l'ex-président Armando Guebuza et nommé à 29 ans seulement PDG de l'une des principales banques commerciales du pays, il aurait joué un rôle central dans

l'affaire des dettes cachées.

Sur les réseaux sociaux, l'activisme du gouvernement fait néanmoins sourire, à quelques mois des élections d'octobre, pour lesquelles la reconduction du Frelimo, plus contesté que jamais, n'est pas assurée. « Les gens ne sont pas dupes, ils savent que c'est politique », estime Matias Guente. Lui souligne en revanche que la catastrophe a déclenché un véritable élan de solidarité au Mozambique, alors que les habitants de Maputo se sont cotisés pour affréter un porte-conteneurs rempli de vivres et de vêtements. « Les gens savent qu'on ne peut pas attendre que l'Etat s'occupe de nous, qu'ils peuvent seulement compter sur eux-mêmes pour se relever. C'est pour ça que personne ne se permet de céder au désespoir et que tout le monde est déjà au travail. » Comme au dit au Mozambique, « a luta continua », la lutte continue. ■

ADRIEN BARBIER

L'Afrique australe très exposée aux dérèglements climatiques

A L'AÉROPORT DE BEIRA, le ballet des avions militaires, hélicoptères et avions-cargos est devenu incessant. Transformés en centre opérationnel pour les ONG, les agences de l'ONU et les gouvernements venus en aide aux victimes du cyclone Idai et des inondations, les halls grouillent d'humanitaires, de militaires et de journalistes, au milieu des passagers qui tentent de se frayer un chemin vers leurs vols.

« On restera tant que le gouvernement le souhaitera », a annoncé Sebastian Rhodes Stampa, le représentant des Nations unies qui coordonne les opérations d'urgence, alors que l'ONU s'appête à lancer un appel aux dons de près de 300 millions de dollars pour participer à la reconstruction du centre du pays. Un élan de solidarité sans précédent pour le Mozambique, qui pourrait se teinter d'un sentiment de responsabilité.

« Le Mozambique est l'un des pays les plus exposés aux changements climatiques. En Afrique australe, les températures augmentent deux fois plus vite que la moyenne mondiale », souligne Gerald Bourke, repré-

sentant du Programme alimentaire mondial (PAM) dans l'équipe d'urgence présente à Beira. Idai est loin d'être le premier cyclone à s'abattre sur la côte mozambicaine. Mais son intensité et sa magnitude s'expliquent par le dérèglement des bassins hydrographiques, déjà saturés en eau. Les humanitaires le comparent désormais à l'ouragan Katrina qui a détruit La Nouvelle-Orléans en 2005, ou le typhon Haiyan qui a ravagé les Philippines en 2013.

Grandes sécheresses

Pour couronner le tout, les épisodes cycloniques, qui se font plus fréquents ces dernières années, alternent avec des épisodes de grande sécheresse. L'année dernière, la région a connu la plus importante de ces trente-cinq dernières années. « Pour résumer, un coup ils ont trop d'eau, un coup ils n'en ont pas assez », ajoute Gerald Bourke. Une situation qui plonge des millions de personnes en situation d'insécurité alimentaire, alors que 60 % de la population d'Afrique australe vit de l'agriculture de

subsistance, et notamment de la culture du maïs. Le PAM estime que 400 000 hectares de champs ont été emportés par les flots provoqués par Itai, alors qu'au Zimbabwe voisin, également touché par le cyclone où il a fait 259 morts, 5,3 millions de personnes sont en insécurité alimentaire. Gerald Bourke s'inquiète des effets à long terme, une fois que les caméras de télévision seront reparties : « Ce qu'on remarque, c'est qu'il est très difficile de mobiliser des fonds de donateurs pour des projets de résilience qui permettraient de rendre les agriculteurs plus résistants aux chocs climatiques », précise-t-il.

« Je crois que le monde réalise qu'on n'a pas fait assez contre le changement climatique, admet pour sa part Sebastian Rhodes Stampa. Nous devons nous préparer à gérer des événements climatiques sévères de plus en plus fréquents. » Il l'assure : les plans de reconstruction au Mozambique prévoient une adaptation aux conséquences du changement climatique. ■

A. BA. (BEIRA, ENVOYÉ SPÉCIAL)